

## LA POLITIQUE RELIGIEUSE DES HABSBOURG ET LES INTERVENTIONS RUSSES AU XVIII<sup>e</sup> SIECLE.

Les admirables études du professeur Kapterew<sup>1</sup> et la première partie des documents recueillis par St. M. Dimitrijević<sup>2</sup> dans les Archives principales du Ministère des Affaires Etrangères de Russie, nous ont incités, nous aussi, à puiser dans ces dépôts renfermant un matériel si intéressant pour l'étude des rapports de l'Empire Moscovite avec le Sud-Est européen. Nous avons déjà publié, en 1912<sup>3</sup>, une partie des documents recueillis et avons utilisé les autres au fur et à mesure, dans des études que nous avons publiées ultérieurement. Entre-temps, l'archiprêtre Dimitrijević a fait paraître, dans le *Spomenik* LIII (1922) de l'Académie royale de Belgrade, une série de documents qui complètent le matériel antérieur, surtout pour la période partant de la grande émancipation des Serbes dans le sud de la Hongrie. L'auteur a fouillé tout ce qu'il a pu trouver dans les précieuses notes et relations de l'ancien collège des Affaires étrangères de Moscou et des Archives du St. Synode. Nous avons cependant l'impression que le dossier des actes compris dans le registre 97, concernant les relations des chrétiens orthodoxes de Hongrie, Slavonie, Croatie, Transylvanie, etc., au XVIII<sup>e</sup> siècle, lui est resté inconnu.

Nous avons découvert dans ce dossier, sous le No. 2, juin 1757—1767, le rapport du Ministère des Affaires Etrangères, résumant les interventions entreprises par la Cour de Russie en faveur des Serbes de Croatie et des Roumains de Transylvanie. Sa publication complète la collection de Dimitrijević et jette une intéressante lumière sur les raisons qui ont incité les impératrices de Russie à intervenir avec tant d'insistance auprès de la Cour de Vienne pour améliorer le sort des croyants orthodoxes de Slavonie et de Transylvanie.

1 N. K a p t e r e w, *Charakter otnosentji Rossiji k pravoslavnomu n Vos-toku v XVI i. XVII stoletijach* (Caractère des relations de la Russie avec l'Orient orthodoxe aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles), Moscou 1835.

2 *Glas Srpske Kraljevske Akademije*, LVIII et LX

3 *Analele Academiei Române* II. Série T. XXXIV, Mém. de la Section Historique, Bucarest 1912.

La première partie de notre document, qui résume les pourparlers entre les deux empires, contient des données déjà connues par la publication de Dimitrijević<sup>1</sup> : le mémoire du colonel Philippe Radotić du 18/25 mai 1757, présenté au Sénat russe ; les instructions du collège des Affaires étrangères au comte Keyserling, ministre de Russie à Vienne, envoyées le 12 septembre 1757, et même la pétition du moine transylvain Nicodème à l'Impératrice Elisabeth Péetrovna, et enfin, le rapport du comte Keyserling sur son entrevue avec le comte Kaunitz et sur les explications de la chancellerie de Vienne, concernant la politique à l'égard des Serbes et des Roumains orthodoxes (19 novembre 1757).

Le matériel inédit, inconnu à Dimitrijević, part de ce point, avec la réplique du Ministère des Affaires Etrangères de Russie aux remontrances qu'il s'était attiré de la part du Cabinet viennois. Elle avait été expédiée le 21 août 1758 au ministre russe dans la capitale autrichienne pour lui donner des instructions afin qu'il procédât, dans ses interventions ultérieures, avec la plus grande circonspection et de la manière la plus délicate, en expliquant que, si les plaintes des pauvres Serbes n'avaient pas été maintes fois confirmées, et d'une manière entièrement digne de confiance, on ne leur aurait accordé aucun crédit, et l'Impératrice-Reine n'aurait pas, elle non plus, été dérangée par les présents mémoires. Le triste état du peuple serbe poussait à de nouvelles interventions pour qu'il soit mis fin à ces persécutions et qu'ainsi soit écarté, à l'avenir, tout motif de pareilles plaintes adressées à la Cour de Russie, sans pourtant porter le moins du monde atteinte à leurs obligations envers leur véritable maîtresse. Si eux, les Serbes, agissent ainsi, c'est uniquement dans l'espoir que l'intervention de la Tzarine en leur faveur donnera les meilleurs résultats. Le moyen le plus adéquat, pour éviter à l'avenir de telles plaintes, serait que l'Impératrice-Reine chargeât quelques hommes de confiance d'examiner minutieusement et impartialement les plaintes et d'accorder à la partie lésée une juste satisfaction. La Cour de Russie espère, d'ailleurs, que l'Impératrice-Reine n'interprètera pas ces interventions très sincères de son alliée, pour des corréligionnaires persécutés, comme une immixtion dans les dispositions internes prises à l'égard de ses propres sujets.

Poursuivant avec persévérance le cours de son action, le comte Keyserling fait remarquer, dans son rapport du 3 octobre

<sup>1</sup> *Spomenik* LIII, pp. 18-31.

1758, que le Palais de Vienne fait tous ses efforts pour excuser les persécutions contre les chrétiens, mais ne cherche pas à améliorer leur sort. Pour appuyer son affirmation d'une nouvelle preuve, il annexe un mémoire, à lui présenté, par un prêtre envoyé de Transylvanie, où figurent les mêmes doléances contre les persécutions religieuses. L'ambassadeur russe enregistre également les requêtes, précisées en quatre points, des Roumains „dignes de compassion" et les trouve justifiées, sauf en ce qui concerne le quatrième. En résumé, dans ces points, ils demandent: 1) le libre exercice du culte divin et le droit d'user des privilèges à eux accordés sans qu'ils soient foulés aux pieds; 2) la restitution des cinq cents églises sequestrées car elles ne constituent pas la propriété personnelle des prêtres uniates; 3) d'être soumis à la direction spirituelle d'un évêque oriental et non à celle de l'évêque uniate qui s'est érigé, de par sa propre autorité, pasteur de brebis étrangères à son troupeau; 4) que leurs plaintes soient enquêtées et qu'il y soit obvié en présence de deux commissaires envoyés de Russie, ou qu'on leur permette de quitter le pays, avec tout leur avoir et de se rendre là où ils voudront.

Il est évident que le dernier point de la requête ne pouvait être présenté à la Cour de Vienne sans attirer, à juste raison, le soupçon d'une immixtion directe dans les questions internes de la monarchie des Habsbourg. Quoiqu'il en soit, le comte Keyserling eut soin d'ajouter, dans son rapport, que les Roumains de Transylvanie qui en avaient appelé à la grâce de la Tzarine, souffraient effectivement de dures persécutions. Leurs prêtres étaient exterminés ou jetés dans des geôles d'où ils ne sortaient plus vivants. Si quelques membres du clergé avaient réellement abandonné, pour des intérêts temporels, le rite grec, c'était un prétexte suffisant pour faire main basse sur les églises où ils avaient officié, les fermer aussitôt et les destiner au culte catholique, sans tenir compte qu'il n'existait pas, dans toute la commune, un seul homme qui confessât ou acceptât l'union avec l'église romaine, ni même que le diplôme de Léopold n'admettait pas cela. D'ailleurs, même d'après les enseignements et canons de l'Eglise catholique, les archevêques, prélats et autres membres du clergé, s'ils changent de religion, perdent immédiatement tous leurs revenus et droits spirituels. C'est pourquoi il croit opportun, pour remédier au mal, de chercher tout d'abord une réponse aux questions suivantes: 1) pour quelles raisons ceux qui, vivant sous la domination des

catholiques et confessant une autre foi que la leur, ne peuvent-ils jouir de leur liberté religieuse, et cela malgré des promesses faites sous le sceau du serment ? 2) en quoi consistent les droits et quelles sont les doléances des chrétiens orthodoxes ? 3) comment leur assurer à l'avenir leur liberté confessionnelle ? Le comte Keyserling prie la Tzarine, si ces questions lui paraissent opportunes, de lui permettre de développer plus largement ses opinions à ce sujet.

L'Impératrice Elisabeth approuva, par le rescrit du 6 novembre 1758, les observations de son ministre à Vienne et l'invita, en même temps, à lui envoyer des informations plus détaillées à cet égard. Donnant suite à cette invitation, le comte Keyserling, dans son rapport du 26 décembre 1758, expose les considérations et propositions suivantes :

En dépit de tous les privilèges dont ils disposent, les chrétiens de rite grec ne jouissent pas de la liberté d'exercer leur culte. La cause en doit être cherchée uniquement dans les fondements de la loi et dans les enseignements de l'Eglise catholique qui prêche publiquement la persécution et l'extermination de tous les chrétiens et de toutes les confessions non catholiques. C'est pourquoi la liberté des autres Eglises est méconnue, dans les états catholiques, même si elle a été assurée par des privilèges et des promesses accordés sous serment, car ce que décide et enseigne le Saint Siège de Rome est considéré chose divine. Le meilleur catholique est celui qui soumet en tout sa pensée, sa conscience et sa volonté au Saint Siège romain, sans examen ni raisonnement et qui croit uniquement ce que croit l'Eglise de Rome et fait ce qu'elle ordonne de faire. De cette façon, la force des commandements de l'Eglise catholique ne peut être affaiblie, et encore moins abolie, par aucune sorte d'obligation humaine.

Considérant la situation des chrétiens orthodoxes soumis à l'autorité autrichienne, continue le comte Keyserling, et en la comparant aux normes de l'Eglise catholique, ci-dessus établies, la surprenante ressemblance entre ce qu'enseigne cette Eglise et ce qui se passe en Autriche, apparaît d'elle-même. C'est pourquoi la persécution des orthodoxes et l'emploi de tels moyens pour les attirer à l'union avec l'Eglise de Rome ne prendront pas fin, aussi longtemps qu'existeront des chrétiens orthodoxes dans l'empire des Habsbourg. Mais étant donné que la Cour de Russie ressent profondément les souffrances et les privations de l'Eglise d'Orient et qu'elle aspire à faire tout ce qui est en son pouvoir

pour assurer à ses fidèles la liberté nécessaire à l'exercice de leur foi, et tenant compte de circonstances actuelles, elle propose ce qui suit :

1) les réclamations fondées des chrétiens orthodoxes doivent absolument être reconnues comme telles par la Cour de Vienne, dans l'intérêt de la paix en général, et d'une bonne entente entre les deux Etats. Au prochain congrès pour les négociations de paix, elles seront proposées et appuyées de la manière la plus catégorique ;

2) que les Eglises prises aux orthodoxes leur soient restituées, qu'on ne mette plus, sous aucun prétexte, d'obstacles à l'exercice de leur culte et qu'ils aient le droit d'user de leurs anciens privilèges et libertés ;

3) que tout cela soit garanti par toutes les Puissances prenant part aux négociations ;

4) que la Russie cherche, à l'avenir, lorsqu'elle conclura une alliance avec d'autres Etats, à souligner cet article pour disposer d'un moyen d'empêcher la Cour d'Autriche de fouler aux pieds les libertés promises si solennellement à l'Eglise et à la nation orthodoxes.

Ainsi, conclut le comte Keyserling, s'ouvrirait pour la Russie une voie de communication avec les chrétiens orthodoxes de ces états ce que la Cour de Vienne tente de toutes ses forces à déjouer. Mais la gratitude et la reconnaissance du peuple sauvé ne pouvant qu'être d'autant plus grandes, l'autorité de la Russie et l'adhésion de ces chrétiens orthodoxes se répandraient jusque dans les régions les plus éloignées, étant donné que ce peuple vient en contact avec ses corréligionnaires sous la domination des Turcs et d'autres peuples.

Cet exposé nous montre très clairement que le ministre russe de Vienne, aussi bien que la Cour de Pétersbourg, savaient pertinemment ce qu'on pouvait croire, et combien on pouvait croire, des informations du gouvernement viennois, tant en ce qui concernait les Serbes de Croatie qu'en ce qui se rapportait aux Roumains de Transylvanie. C'est pourquoi les vues de Keyserling furent approuvées et qu'à la première occasion, on chercha à les mettre en application.

Le 20 octobre 1760, un rescrit fut expédié au ministre russe de Vienne, dans lequel la Tzarine Elisabeth Pétrovna constatait que, malgré les démentis du comte Kaunitz concernant les persécutions des chrétiens orthodoxes, celles-ci n'en étaient

pas moins confirmées. Les Roumains de Transylvanie s'étaient plaints de nouveau que l'évêque uniaste et son clergé les opprimaient, les obligeant à payer maintes amendes en espèces, qu'on coupait les cheveux aux prêtres orthodoxes, qu'on les emprisonnait et qu'on les dépouillait de tous leurs biens. Dans un grand nombre de villages, on appliquait tellement d'amendes que les gens étaient réduits à la plus terrible misère, n'ayant même plus de quoi manger. C'est pourquoi la Tzarine invite le comte Keyserling à intervenir derechef en faveur des «pauvres gens qui pâtiissent» et à prier l'Impératrice-Reine de leur accorder le libre exercice de leur foi et de mettre fin aux persécutions en leur donnant le droit d'avoir un évêque orthodoxe. La Tzarine, d'ailleurs, laisse entière liberté au comte Keyserling d'entreprendre les démarches nécessaires dans cette direction, de la manière qu'il jugera utile et au moment qui lui paraîtra le plus opportun.

Dans sa lettre du 7 juin 1761, adressée au chancelier Voroncow, le comte Keyserling proposait que la question des chrétiens orthodoxes de Hongrie soit mise à l'ordre du jour au prochain Congrès de paix qui allait probablement se réunir à Augsbourg, en Allemagne, et suggérait que les délégués exigeassent qu'une pleine et entière liberté leur soit accordée. Par le rescrit du 19 octobre 1761, la Tzarine Elisabeth engageait le comte Keyserling à s'aboucher, dès son arrivée à Augsbourg, avec le comte Czerlisew pour procéder de concert et avec la plus grande assiduité afin d'obtenir la solution du problème, à la satisfaction de la Russie. Au cas contraire, s'il n'était pas fait mention des chrétiens orthodoxes dans le traité de paix, celui-ci rencontrerait des difficultés de la part de la Russie, aucune possibilité n'existant de ce fait pour en garantir la ratification. Le 25 novembre 1761, le comte Keyserling répondit qu'il fera tout son possible pour faire ajouter, au traité de paix, un article concernant les chrétiens orthodoxes sous le sceptre de l'Autriche.

Mais les événements qui suivirent prirent une tournure qui rendit impossible l'intervention russe. Le fil des négociations de paix fut rompu juste à ce moment et les délégués russes manquèrent l'occasion d'exposer leurs opinions et de formuler leurs prétentions. Et comme après la mort de la Tzarine Elisabeth Pétrovna, qui survint le 5 janvier 1762, les rapports amicaux entre les deux empires s'affaiblirent, la diplomatie russe ne put

plus se permettre la moindre intervention en faveur des Serbes de Croatie.

Le rapport du ministère des Affaires Etrangères russe n'enregistre plus, par conséquent, que deux faits se rapportant à cette question: l'intervention des deux représentants de la Russie à Vienne, d'abord celle du comte Keyserling, puis celle du prince Galicyn, auprès de la République de Venise, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Vienne en faveur des chrétiens orthodoxes de Dalmatie, et ensuite la remise en 1766, d'un nouveau mémoire des Roumains de Transylvanie, par un moine accompagné d'un émissaire.

Ce mémoire, nous ne le connaissons pas d'autre source et, en ce qui concerne ses auteurs, on ne peut faire que des suppositions. Mais nous ne croyons pas que ces délégués aient réellement été envoyés par les Roumains de Transylvanie. En effet, la teneur du mémoire dont ils étaient porteurs est plus appareillée à la plume de quelque agent politique, tel l'archimandrite Génadius Vasić qu'à la manière des pétitionnaires roumains de Transylvanie qui, jusqu'alors, évitaient avec soin, les moindres rapports politiques pour ne pas assumer certaines obligations envers l'officialité russe. Le fait est que Génadius Vasić ne peut être toutefois suspecté d'en avoir été l'auteur car il était incarcéré à Vienne depuis 1764. Les agents russes continuaient par ailleurs le recrutement de colons dans l'ancienne monarchie pour ce qu'on appelait la „Serbie nouvelle“. Nous supposons que c'est dans le cadre de cette action qu'il faut inclure le mémoire de 1766, attribué à des soi-disant délégués des Roumains de Transylvanie. En voici succinctement le contenu :

Bien qu'à la suite des interventions des ambassadeurs russes, au sujet des persécutions des Roumains de Transylvanie, des dispositions aient été prises par la Cour de Vienne pour améliorer leur sort et qu'une commission propre ait été instituée en Transylvanie, cette nation n'a ressenti aucun adoucissement à ses peines, mais, bien au contraire, elle s'est vue encore davantage persécutée. Ayant eu vent du manifeste qui autorisait l'établissement de certains citoyens étrangers dans l'Empire russe, les Transylvains, et avec eux toutes les nations cohabitantes, souhaitent que l'autorité des armées russes s'étendent jusqu'à eux, prêts qu'ils sont à sacrifier, si besoin était, leur fortune et même leur vie. S'ils pouvaient rester là où ils étaient, sous la protection de la Russie, exerçant sans aucun empêchement la reli-





gion grecque et jouissant de leurs autres libertés, ils seraient prêts à exécuter les ordres des protecteurs, en toutes circonstances. Ils désiraient que ceux qui émigraient en Russie, jouissent, eux et leurs descendants, de paix et de bien-être sans aucune immixtion de qui que ce soit. Ils voulaient enfin que ceux qui ne pourraient pas quitter leur patrie ne soient pas laissés sans protection afin de pouvoir, le cas échéant, montrer leur foi et leur immuable fidélité au progrès des intérêts impériaux russes.

La question qui se pose c'est de savoir dans quelle mesure de telles idées aient pu appartenir à des délégués des Roumains de Transylvanie. Il est vrai qu'après une minutieuse enquête qui a séparé les Roumains orthodoxes des uniates et bien que les premiers aient obtenu un évêque à eux propre, les persécutions n'en continuèrent pas moins<sup>1</sup>, et leurs rapports avec le métropolite Paul Nenadović ne furent pas interrompus malgré l'interdiction catégorique des autorités autrichiennes. L'attitude de Nenadović envers la politique russe fut très réservée. Pleins de gratitude pour l'aide qui leur avait été donnée au cours de leur véhémence lutte religieuse, les Roumains orthodoxes de Transylvanie ne l'ont jamais abandonné.

SILVIU DRAGOMIR

De l'Académie Roumaine

Professeur à l'Université de Cluj

<sup>1</sup> L'auteur en a fait le récit dans un travail plus développé, *Istoria de-srobtrei religioase a Românilor din Ardeal în secolul XVIII* (Histoire de l'émancipation religieuse des Roumains de Transylvanie au XVIII<sup>e</sup> siècle), Sibiu, vol. I 1920, vol. II 1930, où il s'est occupé en détail des autres liens des Roumains de Transylvanie avec l'Empire russe.

Выписка по доношенію въ Сенатъ Порутчика Радотича о утѣсненіяхъ чининыхъ Римлянами благочестивому трансильванскому народу, и о принужденіи онаго къ уніи.

Выписка ѿ утѣсненіяхъ трансильванскаго народа, и ѿ принужденіи ѿнаго Римлянами къ Уніи.

При указѣ изъ сената ѿ 2-го іюня 1757-го года прислана въ коллегію иностранныхъ дѣлъ для разсмотренія копія, съ поданнаго въ сенатъ бывшимъ въ цесарской службѣ порутчикомъ Радотичемъ доношенія, ѿ многихъ сербскому народу въ православной вѣрѣ гоненіяхъ и утѣсненіяхъ, а въ ономъ писано между другихъ:

По покореніи турками сербскаго государства, оставшісь въ горести сербской народъ, разсѣялся на послѣдокъ по разнымъ мѣстамъ, и нѣкоторыя изъ онаго подвергнулись австрійскому Дому, а другія венеціанской республикѣ, гдѣ немалыя утѣсненія чувствовали а наконецъ и самое лютейшее и злодѣйственное мученіе терпѣть принуждены.

1. Данныя на предѣ сего отъ прежнихъ цесарей римскихъ ѿ волности сербскому народу привилегіи, почитаются дѣйствительными въ ѿдно только военное время, а въ мирное папистами совсѣмъ отвергаются, такъ что въ 1754-мъ году въ совершенное тѣхъ древнихъ узаконеній нарушеніе, къ изверженію церковей святыхъ и къ вѣчному сербовъ погубленію, въ Кроаціи и въ другихъ мѣстахъ опубликовано было, чтобъ весь тамо христіанской народъ отпалъ отъ восточныя церкви и принялъ унію, угрожая въ противномъ случаѣ смертною привиселицахъ казнію, и брошеніемъ на колеса тѣлъ ихъ.

2-е. Такія къ уніи принужденіи, духовнымъ и мирскимъ съ крайнимъ ругательствомъ сверхъ угрозъ происходятъ, что

<sup>1</sup> Archives principales de Moscou, Dossier No. 79, No. 2, 1757 juin 2 — 1767.

московское царство незащитить ихъ утѣсняемыхъ; что они сколькобъ по своей вѣрѣ ни молились, невнидутъ однако въ царствіе божіе, какъ еретики и богоступники, и ежели которыя изъ знатныхъ сербскихъ духовныхъ и офицѣровъ не смотря на сіи укоризны, непремѣнными въ своей вѣрѣ остаются, таковыхъ называя бунтовщиками, ссылаютъ, для большаго простому народу страха, въ великія заточеніи гдѣ оныя, а фамиліи ихъ скитаясь по разнымъ мѣстамъ, безъ временно безъ исповѣди и безъ святого причастія отъ глада умираютъ, а церкви и монастыри какъ Марчовъ и другія многія въ Кроаціи, Далмаціи, пачеже въ Трансилваніи отъ главнокомандующаго тамо Графа Петація до основанія опустошаются, и дѣлаются сверхъ того отъ папистовъ такія ругательства, что они входя, въ самое святой евхаристіи совѣршеніе, въ олтари, и опуская въ сосуды свои руки, мѣшаютъ перстами святое причащеніе, въ нѣкоторыхъ же церквахъ на престолахъ совѣршаютъ свою службу, въ иныя же изъ заряженныхъ фузей стреляютъ пулями, дѣлаютъ совокупленіе съ женами, и мѣчутъ во время службы на жертвенники смрадной калѣ, а въ другихъ и олтаріи уже свои учреждаютъ; поповъ же, монаховъ и другихъ церковно служителей, безвременно изгоняютъ, съ такою еще найкрѣпчайшею публикаціею, чтобъ всѣ оныя истребляемы были, отчего они всюды разсѣяли а сербы лишась святыхъ тайнствъ, въ превеликой горести и отчаяніи жить принуждены.

3-е. Увидяже паписты твердость православныхъ въ законѣ, захватили его порутчика Радотича въ свои руки, и старались его ласкательствомъ и угрозами принудить къ тому, чтобъ онъ всѣмъ единовѣрнымъ своимъ, объявля о правости и преимуществѣ католической вѣры, склонилъ ихъ къ принятію уніи, но увѣдавъ паписты что онъ въ мѣсто того, утверждалъ своихъ единовѣрцовъ въ непремѣнномъ соблюденіи закона ихъ, не только мѣстности егѡ Радотича отнявъ разорили, но и самого его муча въ тюремномъ заключеніи осудили окончить жизнь егѡ публично, для устрашенія православнаго народа, что онъ услыша, и опасаясь болѣе дабы непогибли христіанъ, оставя жену и дѣтей, высвободился тайно изъ того заключенія и пошедь къ росіискимъ границамъ увидѣлъ на пути въ такомъ же заточеніи страждущихъ одновѣрцовъ своихъ, кои съ слезнорыданіемъ объявля ему о ихъ желаніи вытти въ вѣчное Россіи подданство, просили исходатайствовать имъ

здѣсь дозволеніе къ сбособному ихъ сюда выѣзду, по сему ѡнъ Радотичъ просилъ ѡ милосердномъ сего народа при-зрѣніи.

А указомъ изъ Сѣнода въ коллегію ѡтъ 11-го тогоже іюня присланнымъ требовано увѣдомленія, какое по ѡзначенному порутчика Радотича доношенію разсмотреніе и разсужденіе въ коллегіи послѣдуетъ ?

Изъ сего доношенія посланъ еѣтрактъ послу Графу Кеизерлингу въ Вѣну при рескрипте изъ коллегіи ѡтъ 12-го сентября тогожъ года, а въ ономъ ссылаясь на ѡзначенной эѣтрактъ между другихъ писано :

чтобъ онъ Графъ Кеизерлингъ тамошнему двору о показанныхъ въ эѣтрактѣ жалобахъ съ осторожностію и искуснымъ образомъ сообщилъ съ пристойнымъ представлѣніемъ и домогательствомъ дабы сербскому народу въ земляхъ Императрицы-королевы отъ римскихъ католическихъ духовныхъ болше нападковъ и толь свирѣпыхъ и никогда неслыханыхъ гоненіи и утѣсненіи чинено небыло, и къ принятію уніи его непринуждали, но ѡставался бы оной въ силу привилегіи своихъ по-прежнему при слободномъ отправлѣніи вѣры своей грѣческаго исповѣданія. Естьлижъ онаго народу за необращеніе въ унію въ земляхъ королевиныхъ видѣть нехотятъ, и слѣдовательно тамъ болше нужды внемъ нѣтъ, тобъ оному въ мѣстѣ ужаснаго гоненія и утѣсненія позволѣно было выходить съ женами и дѣтьми въ здѣшнюю імперію, ибо въ самомъ существѣ для общаго обоихъ дворовъ интереса, гораздо полѣзньѣ было бы, чтобъ ѡной народъ въ здѣшной імперіи яко въ союзной области поселился, нежели бъ по непрестаннымъ утѣсненіямъ подвергнулся на конецъ изъ ѡтчаянія подданству какой другой посторонней державы, или и самой оттоманской порты и тамъ для спасенія себя отъ многихъ утѣсненіи искалъ бы въ разныхъ мѣстахъ поселѣнія своего.

Съ сего рескрипта въ сѣнодъ и сенатъ соѡбщены во извѣстіе копіи при доношеніи изъ коллегіи ѡтъ 26-го тогожъ сентября.

Послѣ того въ ѡномъ же 1757-мъ году присыланъ сюда былъ изъ Трансилваніи иеромонахъ Никодимъ съ писмяннымъ къ ея імператорскому величеству блаженный и вѣчнодостойныя памяти государынѣ імператрицѣ Елисаветѣ Петровнѣ, ѡтъ тамошнихъ православныхъ духовныхъ и свѣтскихъ людей прошеніемъ.

оное прошеніе состояло въ подобныхъ вышеписаннымъ жалобахъ, о великихъ гоненіяхъ и утѣсненіяхъ чининыхъ римлянами православному народу, и о избавленіи оного оттомъ тягостнаго ига, почему оное здѣсь и не вносится.

А между тѣмъ посолъ Графъ Кеизерлингъ на помянутой къ нему отправленной отъ 12-го сентября рескриптъ, релациею отъ 29-го Ноября 1757-го года отвѣтствовалъ :

что онъ по содержанію того рескрипта словесной переговоровъ имѣлъ съ Графомъ Кауницомъ, которой по выслушаніи всего, требовалъ о томъ сообщенія точнаго содержанія, для подаія лутчаго о семъ дѣлѣ изъясненія, что Графъ Кейзерлингъ и учинилъ, а получа на то отъ Графа Кауница въ отвѣтъ изъясненія, прислалъ оное сюда, въ которомъ по многому оправданію повѣдѣнія імператрицы королевы въ разсужденіи подвластныхъ ей грѣческихъ исповѣдниковъ, предьявлялъ тѣ жалобы такъ ложными, что будто и само греческое духовенство по вопрошеніи великое удивленіе и неудовольство о такихъ умышленныхъ клѣветахъ оказало, и такъ въ совершенное оныхъ опроверженіе слѣдующѣе онъ Графъ Кауницъ присовокупилъ ;

что ни въ 1754-мъ году да и никогда въ Кроаціи и въ другихъ мѣстахъ тамошней державы, такого указа о какомъ предьявлено несостоялось, но паче въ концѣ 1751-го года во всемъ королевствѣ венгерскомъ и въ принадлежащихъ къ оному провинціяхъ илирискогѣ народа, всякое защищеніе и наблюденіе ихъ привилегіи опубликовано, и отомъ увѣреніе подано, и такъ сія злость до вышней степени произведена, когда уже россіискому двору дерзнули представлять, іако бы греческимъ единовѣрнымъ виселищемъ и колесованіемъ угрожается, хотя по дѣламъ противное тому очевидно доказывается, да и греческое духовенство неприносило отомъ жалобы, слѣдовательно и все то о чемъ генерално и безъ доказательства предьявляется, не инако, какъ за вымысленіе причтено быть можетъ ;

что Графъ Петаціи за главнокомандующаго Генерала въ Кроаціи, въ Славоніи и въ Семиградской землѣ предьявляется, то изъ сего и безстыдная ложъ и превеликое незнаніе клеветника видны, а съ Марховымъ весма иное и слѣдующѣе обстоятельство, а имянно : что грѣческіе исповѣдники осмѣлились католиковъ насильно изъ оного выгнать, и какъ імператрица королева утѣсненіе грѣковъ безнаказанія

оставить не намѣрена, то и насилства показуемаго съ стороны неуніатскихъ грѣковъ католикамъ равномѣрно допустить немогла; они же грѣки и сами потомъ справедливость сей взаимности признали, и отомъ представляли что бѣ начальники духовныхъ школъ тамъ опредѣлены были.

Императрицѣ королевѣ и въ мысль никогда не приходило, что бѣ Грѣкамъ приобщеніе святыхъ таинъ возбранить, и неуніаты въ томъ жаловаться толь менше причинъ имѣютъ, ибо у нихъ въ церквахъ и монастыряхъ ни какого недостатка нѣтъ, и оное спокойномъ владѣніи за ними суть.

Предъявлѣнные весма невѣроятныя мѣрзости и студодѣяніи всякому чаянія токмо противны, ибо по нынѣ ни малѣйшаго о томъ слышно не было и неосновательство оныхъ потому явно видно, что такая погрѣшность собственнымъ католическимъ правиламъ вѣры весма противна.

На послѣдокъ же неосновательство сихъ жалобъ многими резолюціями и указами найудобнѣйше доказано быть можетъ, которыми всякое принужденіе въ вѣрѣ отнюдь запрещено, въ доказательство чего приложилъ онъ Графъ Кауницъ копію съ рескрипта Императрицы королевы къ уніатскому митрополиту отправленнаго, съ котораго переводъ здѣсь при релации Графа Кеизерлинга полученъ.

Наконецъ заключилъ онъ Графъ Кауницъ тѣмъ, что вышепомянутые затѣяніи Императрицѣ королевѣ не иначе но зѣло чувствительны быть имѣетъ, в разсужденіи того что безбожные люди потолику дерзаютъ, что и самодержицу свою обоидя, ея величество Россійскую Императрицу такими весма неосновательными предъявлѣніями утруждать, чаятельно въ такомъ толко злохитростномъ надѣяніи да бы ея благоговѣйное милосердіе тѣмъ возбудить, непослушаніе и безпокойство въ наслѣдныхъ земляхъ Императрицы королѣвы воспричинствовать, и естлибъ возможно было тѣсною союзъ добраго согласія и дружбы между обоими дворами разрушить, по послѣднейже мѣрѣ семя неудовольствія разсѣять. Сколь же ея россійско императорскаго величества любовь къ справедливости и правосудію от того удалѣна, чтобъ такіе вѣроломные предпріятія какимъ либо образомъ подкрѣплять, столь зѣло ея величество сими обманными и прѣдерзостными предъявлѣніями — персонально озлобляется, и такъ Императрица королѣва нимало несумнѣвается, что ея россійско императорское величество по собственной своей склонности — къ защищенію истинны и

озлобленнаго величества, повелить зачинщика сего предъявлѣнія сыскать и достойное наказаніе учинить, да такъ же и совѣми тѣми поступить, кои впредь ея величество утруждать, и высокѣе ея заступлѣніе во зло употреблять неустыдятся.

Изъ помянутаго же къ уніатскому митрополиту рескрипта — усматривается то только, что ему во извѣстіе сообщено ѿ данномъ повелѣніи епископамъ въ великомъ вараденѣ и соборному началству да и бхарскому комитату, чтобъ неуніатамъ въ привилегіяхъ ихъ никакого нарушенія, ниже принужденія показано не было, несокращая ѿтнюдь неуніатскому арадскому епископу и духовнаго надѣго единовѣрными правлѣнія.

Въ ѿтвѣтъ и въ резолюцію на означенную релацию къ нему графу Кейзерлингу рескриптъ отъ 21-го августа 1758-го года ѿтправленъ которымъ велѣно :

въ чинимыхъ вѣнскомъ дворѣ о семъ дѣлѣ представлѣніяхъ совсякою осторожностію и пристойнѣйшимъ образомъ поступать, найлучше оному толкуя, что есть либѣ приносимыя бѣдными Сербами на католиковъ ѿ законѣ жалобы неподтверждались многократными и достовѣрными повтореніями, тобъ конечно имъ здѣсь вѣры подавано не было да и Императрица королѣва неутруждаласьбы здѣшними предствавлѣніями, но печальное сербской націи состояніе побуждаетъ паки заступить за нихъ, дабы всѣ причиняющіяся имъ единственно токмо за непринятіе уніи, гоненіи и насилства пресечены, и впредь никакого повода къ такимъ жалобамъ подавано не было, съ каковыми они сюда адресуются, ненарушая чрезъ то нимало вѣрноподданническую свою къ природной ихъ самодержицѣ должность, но единственно въ твердомъ упованіи, что заступлѣніе здѣшняго двора у Императрицы королѣвы в'пользу ихъ, найспособнѣйшей успѣхъ имѣть будетъ, а для конечнаго такихъ жалобъ пресѣченія, надѣжнѣйшимъ средствомъ казалось бы когдаб Императрица королѣва выбрала нѣсколько надѣжныхъ людей, которые по точномъ и безпристрастномъ оныхъ жалобъ изслѣдованіи, оказали бы обиженной сторонѣ всякое справедливое удовольствіе. Въ прочемъ уповається здѣсь, что Императрица королѣва сіе въ союзнической ѿкровѣнности учиненное заступлѣніе за утѣсненныхъ единовѣрныхъ здѣшнихъ, такимъ образомъ толковать нестанетъ, јако бы здѣшній дворъ внутреннія ея споддаными своими

разпоряженіи мѣшаться намѣренъ, чего онъ не только, но и что къ такому мнѣнію поводъ подать моглобъ всегда миновать старался.

На сей рескриптъ онъ Графъ Кейзерлингъ релациею ѿ 3-го октября того жъ года доносилъ :

что в разсужденіи утѣсненіи исповѣдниковъ Грѣческой вѣры и въ чинимыхъ ими жалобахъ, только вѣнскимъ дво-ромъ оправданіе приносить, а не о поправленіи оныхъ стараніе прилагается, чему въ новое доказательство, приобщилъ онъ Графъ Кейзерлингъ при сей реляціи поданной ему чрезъ присланного изъ семиградской земли депутатомъ одного духовнаго меморіаль, въ которомъ такъ же гоненія по причинѣ вѣры описаны, и которой также и чинимое внемъ утѣсняемымъ въ семиградской землѣ обществомъ прошеніе, находя онъ Графъ Кейзерлингъ кромѣ 4 пункта справедливымъ, означилъ въ своей реляціи, чего сіи сожалѣнія достойныя люди желаютъ, а именно :

1-е послѣ своихъ привилегій спокойнаго отправленія божіей службы и ползованія своими волностями чтобъ оныя развратниками нарушаемы не были.

2-е возвращенія имъ отнятыхъ у нихъ 500-и церквей, потому что оныя немогутъ быть собственнѣ принадлежащими отщепеннымъ попамъ.

3-е чтобъ они находились подъ паствою Грѣческаго, а не отпаднаго епископа, ибо оной своевольно здѣлался пастыремъ чужихъ овецъ.

4-е чтобъ ихъ жалобы изслѣдованы и прекращены были при опредѣленныхъ съ россійской стороны двухъ комисарахъ, или бы дозволено имъ было со всѣмъ имѣніемъ выходить куда они разсудятъ.

Къ сему онъ графъ Кейзерлингъ произъявленіи нѣкоторыхъ обстоятельствъ, что прибѣгающіе къ Императрицѣ королевѣ ѿ утѣсняемыхъ грѣческихъ исповѣдниковъ въ причиняемыхъ имъ жестокихъ обидахъ, духовные люди, частію со всѣмъ пропадаютъ, частію же попадаютъ въ такую тюрьму, что живые гнить принуждены, что по отпаденіи нѣкоторыхъ только грѣческихъ духовныхъ людей, кои для свѣтскихъ видовъ къ уніи обратились, думается чрезъ сихъ отщепенцовъ право и на тѣ церкви получить, при которыхъ они опредѣлены были, по чему оныя церкви тотъ часъ запираются и опредѣляются къ римско-католической службѣ, несмотря ни



нато, что хотя из'общества ни одного человѣка нѣтъ, которой бы унию исповѣдывалъ или бы принялъ оную, ни на привилегіи Императора Леополда по которымъ всему обществу и народу, которой въ грѣческую церковь вѣруетъ, а не однимъ духовнымъ тѣ церкви даны, ни наученіи римской церкви и ея правилъ, что архіепископы прелаты и другіе духовные люди, кои примутъ иной законъ, тотъ часъ лишится имѣють всѣхъ духовныхъ доходовъ и правостей. Слѣдующія пункты для истребленія упоминаемаго зла, находилъ достойными ближайшаго и точнѣйшаго разсмотрѣнія: 1-й для чего подъ католическимъ подданные другой христіанской законъ исповѣдающіе, невзирая на всѣ данные въ томъ обѣщаніи присягою подтвержденныя, вразсужденіи вѣры не имѣють ни какой безопасности? 2-и в'чемъ состоятъ правости, а потомъ и жалобы находящихся въ здѣшнихъ земляхъ исповѣдниковъ грѣческой вѣры? и 3-и какимъ бы образомъ безопасность ихъ для будущихъ временъ нѣкоторымъ надѣжнымъ образомъ утверждена быть могла? Обѣщая при томъ на сіи вопросы прислать сюда изъясненіе, естлибъ оное надобнымъ здѣсь призналось.

По сему отправлена кнему Графу Кеизерлингу рескриптъ отъ 6-го ноября 1758-го года.

Въ ономъ апробованы разсужденіи его о состояніи Грѣческихъ исповѣдниковъ, и велѣно ему прислать сюда помянутое обѣщанное имъ изъясненіе, для точнаго разсмотрѣнія всѣхъ принадлежащихъ грѣческимъ исповѣдникамъ правостей, и по какой именно причинѣ они не взирая на всѣ свои привилегіи безопасно пользоваться не могутъ подобнымъ вѣры своей содержаніемъ? и какими надѣжнѣйшими способами все то впредь отвращено быть моглобъ?

Въ слѣдствіе того онъ Графъ Кеизерлингъ реляціею своею отъ 26-го Декабря тогоже года отвѣтствовалъ:

что исповѣдники грѣческой вѣры, несмотря на всѣ ихъ привилегіи, свободности въ отправленіи закона неимѣють, тому причина состоитъ единственно въ учрежденіяхъ закона и въ ученіяхъ вѣры римской церкви, которая явнѣ учитъ, опредѣляетъ и завѣщаетъ всѣхъ христіанъ, и христіанскія вѣры, которыя состоятъ не всоединеніи съ римскою церковію, гнать и истреблять, а потому безопасность всѣхъ другихъ христіанскихъ вѣръ подъ владычествомъ римскаго католическаго началства и исчезаетъ, хотябъ ту безопасность

утверждали привилегіи и клятвенныя обѣщаніи, ибо что римской папа и его церковь опредѣляютъ и завѣщаютъ, оное признается за божественное, и самой большей знакъ прямого и сущаго римско-католичкаго христіанина ищется только въ томъ, чтобъ онъ свое помышленіе, совѣсть и хотѣніе подвергалъ единственно учрежденіямъ римскаго престола, ничего не разсматривалъ, ни чего не разсуждалъ, но вѣрилъ бы что римская церковь вѣритъ, и дѣлалъ что она повелѣваетъ, слѣдовательно же по сему сила и важность ихъ заповѣдей не можетъ быть обезсилена или въ нѣдѣйствіе приведѣна никакими человѣческими обязательствами.

И такъ когда примется вразсужденіе состояніе исповѣдающихъ грѣческую вѣру христіанъ находящихся въ подданствѣ аустріискомъ и когда оное сообразится съ выше предъявлѣнными правилами римской церкви; то само собой окажется великое сходство въ томъ чему сія церковь учитъ, и что дѣлается и потому гоненіе, какъ средство употребляемое римскою церковью къ преклоненію къ уніи, столь долго можетъ быть продолжаться станеть, пока въ тамошнихъ земляхъ грѣческія церкви и исповѣдники грѣческой вѣры будутъ.

А какъ росіиской дворъ о бѣдствіи и нуждѣ утѣсенной подъ аустріискимъ подданствомъ восточной церкви и ея исповѣдниковъ великое имѣетъ сожалѣніе, то къ возстановленію и приведенію на будущее время обѣщанныхъ исповѣдникамъ грѣческой вѣры въ отправленіи ихъ закона и въ другихъ пунктахъ волностей, въ болшую безопасность и подлинность, потребно бѣ при нынѣшнихъ конюктурахъ было :

1-е чтобъ основательныя жалобы исповѣдниковъ грѣческой вѣры, за такое дѣло которае для общаго и твердаго примиренія необходимо нужно, признаваемы, и такимъ образомъ на конгрессе будущихъ мирныхъ негоціаціей предложены и сильнѣйше подкрѣпляемы были.

2-е чтобъ отнятыя у исповѣдниковъ грѣческой вѣры церкви паки возвращены были, чтобъ симъ исповѣдникамъ въ отправленіи ихъ божіей службы ни подкакимъ претѣжомъ препятствія и помѣшательства чинено не была и чтобъ на конецъ они при ихъ древнихъ преимуществахъ, волностяхъ и привилегіяхъ ненарушимо оставлены были.

3-е чтобъ сіе отъ всѣхъ высокихъ содоговаривающихся сторонъ вообще и особливо гарантировано было.

4-е чтобъ съ стороны Россіи сеи артикулъ союзами съ другими державами, когда бѣ впредѣ какіе заключаемы были, наиболше утвердить стараніе прилагалось, да бы всегда что либо такое было, что бы аустрійской домъ воздерживало единожды толъ свято обѣщанныя волности вѣрѣ и націи нарушать.

Чрезъ то самое отворился бы Россіи путь къ сообщенію с'живущимъ въ тамошнихъ земляхъ исповѣдниками грѣческой вѣры, ѿ пресѣченіи котораго съ стороны вѣнскаго двора по нынѣ рачителнѣйшее стараніе прилагаемо было. А какъ благодарность и признаніе спасеннаго народа не могли бы инакъ какъ велики быть, такъ не мѣнше и россіиская знатность и партія, пособщенію сего народа съ единовѣрцами своими живущимъ подтурецкимъ и другихъ державъ подданствомъ, и въ отдалѣннѣйшихъ мѣстахъ умножаться бѣ стала.

Послѣ того еще къ нему Графу Кейзерлингу въ рескриптѣ отъ 20-го Октября 1760-го года писано :

что послѣ даннаго ему Графу Кеизерлингу ѿтъ Графаже Кауница отвѣта, о нечиненіи уніатами грѣческимъ исповѣдникамъ никакихъ гоненій, получены здѣсь вновь оттрансильванскихъ жителей жалобы въ томъ, что тамошней аронской архіерей спрочими духовными властями денежнымъ взятъемъ немилосердно штрафованы, священники разстрижены, въ тюрмы заключены и ограблены, и съ нѣкоторыхъ деревень немалые денежные штрафы взысканы, а чрезъ то оныя жители втакое бѣдственное состояніе привѣдены, что и пропитанія лишились, почему велѣно ему Графу Кеизерлингу вновь за тѣхъ страждущихъ бѣдныхъ людей, имянемъ ея імператорскаго величества, заступленіе у Императрицы королѣвы учинить съ прошеніемъ об'ѡставлѣніи ихъ въ прежней свободѣ къ содержанію вѣры, и о совѣршенномъ пресѣченіи чинимаго имъ гоненія, и что бѣ позволѣно имъ было въ тамошнихъ областяхъ собственнаго ихъ закона архіерея имѣть. Въ прочемъ сіе представленіе предано на разсужденіе и усмотреніе его Графа Кеизерлинга и вдѣйство производить въ время предписано, когда ѿ успѣхѣ втомъ онъ обнадѣжится.

Между тѣмъ ѡнъ Графъ Кеизерлингъ вписмѣ ѿтъ 7-го іюня 1761-го года къ покойному канцлѣру Графу Воронцову писалъ между инымъ :

что къ удержанію чинимыхъ грѣческимъ исповѣдникамъ католиками гоненій, лутчаго способа быть неможетъ, какъ толко сіе. чтобъ при будущихъ мирныхъ переговорахъ

постановлѣно и точно о свободномъ и безпрепятственномъ отправленіи вѣры грѣческаго исповѣданія въ Германіи въ заключаемомъ въ Аугсбургѣ мирномъ трактатѣ выговорено было.

Сіе его примѣчаніе апробовано и въ рескриптѣ на то отъ 19-го Октября 1761-го года отправлѣнномъ, предписано ему Графу Кеизерлингу по приѣздѣ на конгрессъ в Аугсбургъ усугубить общія съ Графомъ Чернышевымъ старанія, дабы сей столь нужной пунктъ во уваженіе принять, и согласно изображенному въ реляціи его отъ 26-го декабря 1752-го году мнѣнію, къ удовольствію здѣшнему рѣшенъ быть, въ противномъ же случаѣ, и когда о вѣрѣ грѣческаго исповѣданія въ мирномъ трактатѣ упоминаемого не будетъ, гарантія такого трактата съ здѣшней стороны затруднѣнію подвержена быть можетъ.

На сіе онъ Графъ Кеизерлингъ въ реляціи своей отъ 25-го ноября тогожъ года доносилъ:

Что онъ при будущихъ мирныхъ негоціаціяхъ въ пользу грѣческой церкви неприменетъ имѣть попеченіе прилѣжно о томъ стараясь дабы свободное отправлѣніе вѣры грѣческаго закона, по вестфальскому мирному трактату исключено не было въ германской імперіи.

Послѣ того заскорымъ разрушеніемъ мирной негоціаціи ничего по сему дѣлу рѣшительнаго непроизшло какъ токмо равныя же чрезъ него Графа Кеизерлинга, а на послѣдокъ и чрезъ посла Князя Голицына, чинимы были заступлѣнія у венеціанской республики чрезъ посредство посла ея въ Вѣнѣ находящагося, о прекращеніи дѣлаемыхъ уніатами состоящему подвладѣніемъ той республики далмацкому народу, обидъ и утѣсненіи, но и всемъ ни чегоже почти не предупѣтъ, ибо и заданнымъ уже отъ венеціанскаго посла Графу Кеизерлингу увѣреніемъ, о готовности республики его предписать лутчеи методъ и полѣзнѣйшія правила, вразсуждѣніи грѣческихъ въ Далмаціи церквей, подобныя прежнимъ приносимы здѣсь были на католиковъ жалобы.

А въ прошломъ 1766-м году полученъ въ коллегіи Иностранныхъ Дѣлъ при реляціи Кіевскаго Генерала Губернатора Воейкова переводъ съ поданного ему приѣхавшими въ Кіевъ отъ трансильванскаго народа монахомъ и товарищемъ его депутатомъ прошенія, въ которомъ между прочимъ показано:

Хотя при вѣнскомъ дворѣ чрезъ росіискихъ Министровъ чинены были, о защищеніи отъ притѣсненіи живущихъ въ трансилваніи волоховъ, домогательства, и нарочно учреждена

была въ трансилваніи комисія, но потому сія нація нетолко нималѣйшаго облѣнѣнія не чувствовала, но на противъ того еще болше видѣла себя утѣсняемою, а потому, особливоже увѣдомясь о манифестѣ, коимъ обнародовано о выходѣ иностранцамъ на поселѣніе въ россійскую імперію, желаютъ и они трансилванцы и всѣ общѣ сними живуціе націи чтобъ власть россійскаго оружія разпространилась до ихъ областей, жертвуя въ потребномъ случаѣ имѣніемъ своимъ и самими собою; под защитою россійскою оставаясь ѡни въ нынѣшнихъ ихъ мѣстахъ и пользуясь безпрепятственнымъ ѡтправлѣніемъ вѣры грѣческаго исповѣданія, и другими дозволенными имъ привилегіями и волностями, оказываютъ готовность исполнять повелѣніи защитниковъ ихъ, когда того нужда ни возтребовало; чтобъ выходящіе изъ ихъ народа въ Россію на посѣленіе не токмо сами но и по нихъ будущіе потомки вѣчно ползовались тишиною и благодѣнствіемъ безмалѣйшаго отъ кого либо помѣшательства, и чтобъ на конецъ тѣ, которымъ изъ своего отечества выѣхать сюда нелзя будетъ, лишены бѣ не были ожидаемой защиты, для показанія во всякомъ случаѣ ихъ непремѣнной вѣрности и усердія, къ приращенію высочайшаго россійско-императорскаго интереса.

---